

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de LAVAL-EN-BELLEDONNE
SIRET/SIREN
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie, 17 rue de la Mairie 38190 Laval-en-Belledonne 04.76.71.42.88 – mairie@laval-en-belledonne.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Mireille STISSI, Maire de Laval-en-Belledonne
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Sarah Cohen urbaniste, Programmes Urbains
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
sarah.cohen@programmes-urbains.fr, 06 07 03 96 65

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification de droit commun n°01 du PLU de Laval-en-Belledonne
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 18 février 2020 – Géoportail de l'urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de LAVAL-EN-BELLEDONNE
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Voir Annexe 01

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône Alpes approuvé par arrêté du Préfet de Région le 10 Avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de la Grande Région de Grenoble, modification n°01 approuvé par délibération du Comité Syndical du 23 Octobre 2018
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE bassin Rhône-Méditerranée PGRI Rhône-Méditerranée (commune de Laval hors périmètre TRI Grenoble-Voiron) Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région grenobloise PCET du Grésivaudan

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision de la MRAE après examen au cas par cas rendue le 8 Août 2019 (Décision n°2019-ARA-KKUPP-1569)
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
<p>Modification de Droit commun n°01 du PLU.</p> <p>Considérant les modifications à apporter, il est possible de conduire cette procédure dans le cadre d'une modification du PLU telle qu'elle est prévue aux articles L153-36 et suivants du Code de l'urbanisme, puisque les modifications apportées n'auront pas pour effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable ; - soit de réduire un Espace Boisé Classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; - soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

- soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivants sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

989 habitants (INSEE 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	2 563,99 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	54,94 ha	2,14%	54,94 ha	2,14%
zones 1 AU	0,95 ha	0,04%	0,95 ha	0,04%
zones 2 AU	-	-	-	-
zones A	480,06 ha	18,72%	480,06 ha	18,72%
zones N	2 028,04 ha	79,10%	2 028,04 ha	79,10%
Total	2 563,99 ha	100%	2 563,99 ha	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

PADD (page 4) / Orientation n°1 : MAÎTRISER L'ÉTALEMENT URBAIN AVEC LE MAINTIEN DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE ET LA PRÉSERVATION DE L'IDENTITÉ RURALE COMMUNALE

> Fixer une croissance de l'habitat « raisonnée » compatible avec les équipements et infrastructures existantes ou prévues (école, assainissement, salles) et faiblement consommatrice d'espaces agricoles ou naturels.

La commune souhaite encourager le réinvestissement du bâti existant et la densification des parcelles déjà bâties avec un objectif de produire 1/3 des futurs logements de cette manière.

En cohérence avec cet objectif d'une croissance de l'habitat raisonnée, la commune se fixe les objectifs de modération de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers suivants :

- Réduire de plus de 50% la superficie moyenne de terrain consommée par logement neuf par rapport à ce qui a été fait sur la période 2009-2019 (1634m²).

Soit un objectif de consommation moyenne de 700m² par futur logement neuf construit sur les parcelles non bâties.

- Les parcelles constructibles non bâties et les tènements bâtis de plus de 3000m² et générant du potentiel constructible à vocation d'usages mixtes (habitat, services, commerces, équipements, activités économiques compatibles...) ne devront pas dépasser 4 Ha pour les 12 années à venir.

Au-delà de ces espaces nécessaires pour le développement attendu au cours des 12 prochaines années, les autres espaces non bâtis seront reclassés en zone agricole ou naturelle selon leur vocation.

> Il s'agit de promouvoir d'autres formes urbaines, telles celles générées par l'habitat intermédiaire. De même, les anciennes granges ayant perdu leurs fonctions d'origine offrent un potentiel important pour répondre à la demande de logement.

Par rapport au POS, 13,11 ha de zones constructibles ont ainsi été déclassées au profit des zones agricoles et naturelles.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Après quelques années d'application du PLU, la commune souhaite apporter quelques modifications à son document d'urbanisme afin :

- d'améliorer la cohérence entre ces différents documents qui le constituent (Règlement écrit et OAP),
- de garantir une applicabilité réelle des engagements définis sur le logement social,
- mais aussi d'aller plus loin dans les objectifs d'optimisation de l'espace et de sobriété foncière, de favoriser opérationnellement la densification,
- en vue enfin d'améliorer encore l'intégration paysagère et architecturale des constructions, voire de préciser les prescriptions architecturales qui posent des difficultés pratiques d'applicabilité,

Ces modifications portent sur les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de Planeysard et de La Martelière, ainsi que sur le règlement écrit. Le Règlement graphique n'est pas modifié.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les

<p>incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>- En zone U (secteur Ua, noyaux historiques des villages et hameaux et, secteur Ub, secteur ayant accueilli le développement résidentiel pavillonnaire) représentant environ 50 ha, avec au niveau de la rédaction du Règlement écrit des possibilités d'optimisation de la constructibilité en zone U pour aller plus loin vers la densification de ces tissus bâtis existants : évolution des règles de prospect en limite séparative en secteur Ua, et en secteurs Ua et Ub suppression de la réglementation en matière d'implantation des constructions sur une même parcelle et précisions sur l'implantation des bassins de piscine en limite séparative.</p> <p>- et plus spécifiquement au niveau du hameau de Planeysard, sur le secteur concerné par l'OAP n°2, pour une superficie de 2107m², en augmentant la fourchette du nombre de logements qu'il sera possible de réaliser sur ce tènement, en cohérence avec l'orientation de programmation d'habitat groupé ou intermédiaire, en passant de 3-4 logements, à 3-7 logements.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par

la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X	<input type="checkbox"/>	La commune de Laval est située en totalité en zone de montagne; elle est à ce titre concernée par la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative à la protection et à l'aménagement de la montagne. Le PLU est conforme avec toutes les dispositions de cette loi.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	X	Le site Natura 2000 le plus proche est le SIC n°FR8201733 « Cem-braie, pelouses, lacs et tourbières de Belledonne, de Chamrousse au Grand Colon », situé à environ 5 km des limites communales.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application,	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement			
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<p>La commune de Laval est couverte par les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - carte délimitant des zones exposées aux risques naturels approuvée par arrêté préfectoral du 6/11/1972 pris en application de l'ancien article R.111-3 du code de l'urbanisme et complété par un arrêté préfectoral du 10/07/1973 (document opposable) ; - projet de Plan de Prévention des Risques Naturels porté à connaissance du Maire le 19/08/1997 (document non opposable). <p>Conformément au courrier du Préfet du 23 janvier 2018 sur « l'évolution de la prise en compte des risques naturels en Isère dans le cadre de l'élaboration du PLU et de l'instruction des demandes d'urbanisme », le risque a été traduit dans le règlement graphique du PLU.</p> <p>Pour le secteur de montagne, en raison de l'absence de zonage réglementaire du PPRN, ce sont les aléas de la carte des aléas qui sont retranscrits, conformément aux indications données par les documents du Préfet.</p> <p>Le règlement écrit du PLU intègre les prescriptions associées aux différents types d'aléas recensés</p>

			sur la commune, présentes dans le projet de règlement du PPRN.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	<p>Le territoire communal est toutefois concerné par le périmètre de la concession de mines d'anthracite dite « de Boutière », avec un titre minier octroyé en 1858 et renoncé en 1978, comme indiqué dans le courrier du Préfet du 31 décembre 2018 adressé au Maire de Laval. Même si ces exploitations minières ont cessé, des mouvements de terrain sont encore susceptibles d'occasionner des dégâts en surface.</p> <p>Un inventaire des zones de travaux miniers dans le périmètre de ces concessions minières a été réalisé par Géodis, expert de l'administration de l'Etat en matière d'après-mines.</p> <p>Les zones de travaux sont susceptibles de présenter des phénomènes dangereux de type « mouvements de terrains » et de porter atteinte à la sécurité publique et aux biens. A ce jour, aucun élément plus précis concernant l'impact ou l'aléa de ces travaux en termes de danger n'est connu, et ne peut donc</p>

Annexe II

			<p>être fourni.</p> <p>Mais l'Etat a prévu de réaliser une étude pour préciser ces éléments.</p> <p>Le secteur à la Boutière est déjà couvert sur le zonage PPR par un risque fort de glissement de terrain, donc inconstructible sauf exception.</p>
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	<p>La Tour de Montfollet, Monument Historique Inscrit le 19.05.1937, située dans la partie basse de la commune.</p> <p>Chapelle des Alleman de l'église Saint-Etienne, Monument Historique Classé le 25.02.2010, située au village.</p>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'inventaire des zones humides du département réalisé par le Conservatoire des Espaces Naturels de l'Isère (CEN38 - AVENIR) recense, sur le territoire communal, 13 zones humides ponctuelles et 4 zones humides dont la surface est supérieure ou égale à 1 ha :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Tourbière du col des Mouilles, -Tourbière de Prabert, -La Boutière -Ancienne mine de La Boutière <p>Les tourbières du Col des Mouilles et de Prabert sont inscrits à l'inventaire régional des tourbières de 1999.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sont identifiés comme réservoirs de biodiversité : Le secteur du Col des Mouilles et une bonne partie des milieux d'altitude au sud-est de la commune, le ruisseau de Laval en aval du village et en amont de La Gorge.</p> <p>Les pelouses sèches en partie</p>

			nord-ouest de la commune, correspondant à des réservoirs de biodiversité complémentaires. Une « connexion naturelle d'intérêt écologique et/ou soumise à pression urbaine » est identifiée au NW de la commune : elle relie selon un axe NS les boisements au niveau de la Maladière aux boisements de la commune voisine de Froges, en passant par l'espace non urbanisé entre le Mollard et le Carnaval.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La totalité du territoire communal est incluse dans deux ZNIEFF de type II : -ZNIEFF n° 3821 « Massif de Belle-donne et Chaîne des Hurtières ». -ZNIEFF n° 3820 « Contreforts occidentaux de la chaîne de Belle-donne ». Plusieurs ZNIEFF de type I sont également présentes sur l'ensemble du territoire communal : -ZNIEFF n° 38210004 « landes du Ferrouillet » -ZNIEFF n° 38210005 « Tourbière de Prabert » -ZNIEFF n° 38210025 « Col des Mouilles ». -ZNIEFF n° 38200002 « Prairies sèches de Sainte Agnès ».
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	APPB198, Tourbière de Prabert (31/01/2019) également visé par un ENS mais de statut communal

à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune compte sur son ubac 51,6ha de forêt couverte par un EBC.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Laval est située en totalité en zone de Montagne. Mais les modifications apportées au PLU ne remettent pas en cause : - l'urbanisation en continuité du village et des hameaux définis par le PLU ; - la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ; - la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune ne dispose pas de PPRN, toutefois le règlement intègre les prescriptions associées aux différents types d'aléas recensés sur la commune, présentes dans le projet de règlement du PPRN. Les modifications apportées au PLU ne concernent pas les prescriptions établies au titre du R151-34 du Code de l'urbanisme. Dans les secteurs construits

			<p>concernés par des risques et pouvant faire l'objet d'une réhabilitation, le PLU approuvé en 2020 prévoit l'application de contraintes constructives permettant de limiter l'incidence sur les biens et les personnes, notamment pour le risque de ruissellement de versant.</p> <p>Par ailleurs, la modification ne remet pas en cause le fait qu'aucune construction nouvelle ni remblai ne sont autorisés le long des ruisseaux et torrents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans une bande de 25 m, de part et d'autre de l'axe du lit, pour des torrents encaissés présentant des berges sujettes à l'érosion ; - dans une bande de 10 à 15 m de part et d'autre dans les autres cas.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour

Annexe II

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les zones U et la zone AUm du village s'inscrivent dans les périmètres de protection des deux Monuments Historiques identifiés (Tour de Montfollet et Chapelle des Alleman de l'église Saint-Etienne).</p> <p>Les modifications sont apportées uniquement au niveau du Règlement écrit, et visent notamment une meilleure prise en compte de l'intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions ou réhabilitations : précisions sur les couleurs des menuiseries extérieures, des volets, des toitures, sur la composition des haies.</p>
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les zones humides et tourbières, ainsi que l'espace naturel sensible du col des Mouilles de statut communal sont classés en secteurs Nm et Nm1 dans le règlement, avec des règles visant</p>

Annexe II

			spécifiquement leur protection. La modification ne concerne pas ces secteurs et ils ne se situent pas à proximité des secteurs en U et AU. Par ailleurs, les modifications apportées au Règlement écrit ou aux OAP ne sont pas de nature à avoir un effet sur ces espaces naturels identifiés.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>D'une manière générale, l'ensemble des réservoirs de biodiversité est classé en zone N ou A. Et des secteurs spécifiques Ne ou Ae, contribuant aux continuités écologiques ont été spécifiquement identifiés, avec des règles visant le maintien de leur fonctionnalité. Ces zones se développent largement sur cette commune de montagne, y compris à proximité du village et des hameaux dont l'enveloppe de la zone U a été strictement reprise avec le PLU approuvé en 2020.</p> <p>La présente modification ne concerne pas ces secteurs. Par ailleurs, les modifications apportées au Règlement écrit ou aux OAP ne sont pas de nature à avoir un effet sur ces espaces naturels et agricoles identifiés et sur leur fonctionnalité écologique.</p>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La totalité du territoire communal est incluse dans deux ZNIEFF de type II (n° 3821 « Massif de Belledonne et Chaîne des Hurtières » / n° 3820 « Contreforts occidentaux de la chaîne de Belledonne »). Et compte également 4 ZNIEFF de type I (n° 38210004 « landes du Ferrouillet », n° 38210005 « Tourbière de Prabert », n° 38210025 « Col des Mouilles », n° 38200002 « Prairies sèches de

			<p>Sainte Agnès »), qui font l'objet d'un classement spécifique au PLU (zone N, ou secteurs agricoles ou naturels contribuant aux continuités écologiques).</p> <p>La présente modification ne concerne pas ces secteurs. Par ailleurs, les modifications apportées au Règlement écrit ou aux OAP ne sont pas de nature à avoir un effet sur ces espaces naturels et agricoles identifiés et sur leur fonctionnalité écologique.</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>D'un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>APPB198, Tourbière de Prabert fait l'objet d'un repérage Nm dans le règlement, avec des règles visant spécifiquement leur protection.</p> <p>La modification ne concerne pas ce secteur et il ne se situe pas à proximité immédiate des secteurs en U du hameau de Prabert. Par ailleurs, les modifications apportées au Règlement écrit ne sont pas de nature à avoir un effet sur ces espaces naturels identifiés.</p>
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>L'EBC situé sur l'ubac de la commune ne se situe pas à proximité des secteurs en U et AU. Par ailleurs, les modifications apportées au Règlement écrit ou aux OAP ne sont pas de nature à avoir un effet sur ces espaces naturels identifiés.</p>
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les éléments structurants du paysage (haies, arbres isolés) ont été repérés au Règlement graphique et constituent l'armature eco-paysagère de la commune.</p> <p>La modification ne porte pas sur ce repérage et les prescriptions</p>

			de préservation associées.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
mi-juin 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Laval-en-Belledonne	le,	21/02/2024
Nom	Gerbaux	Prénom	Martin
Qualité	1er adjoint		

Signature

Pour la Maire absente, par délégation
Martin Gerbaux, 1er adjoint

